

Récépissé N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021

400FCFA

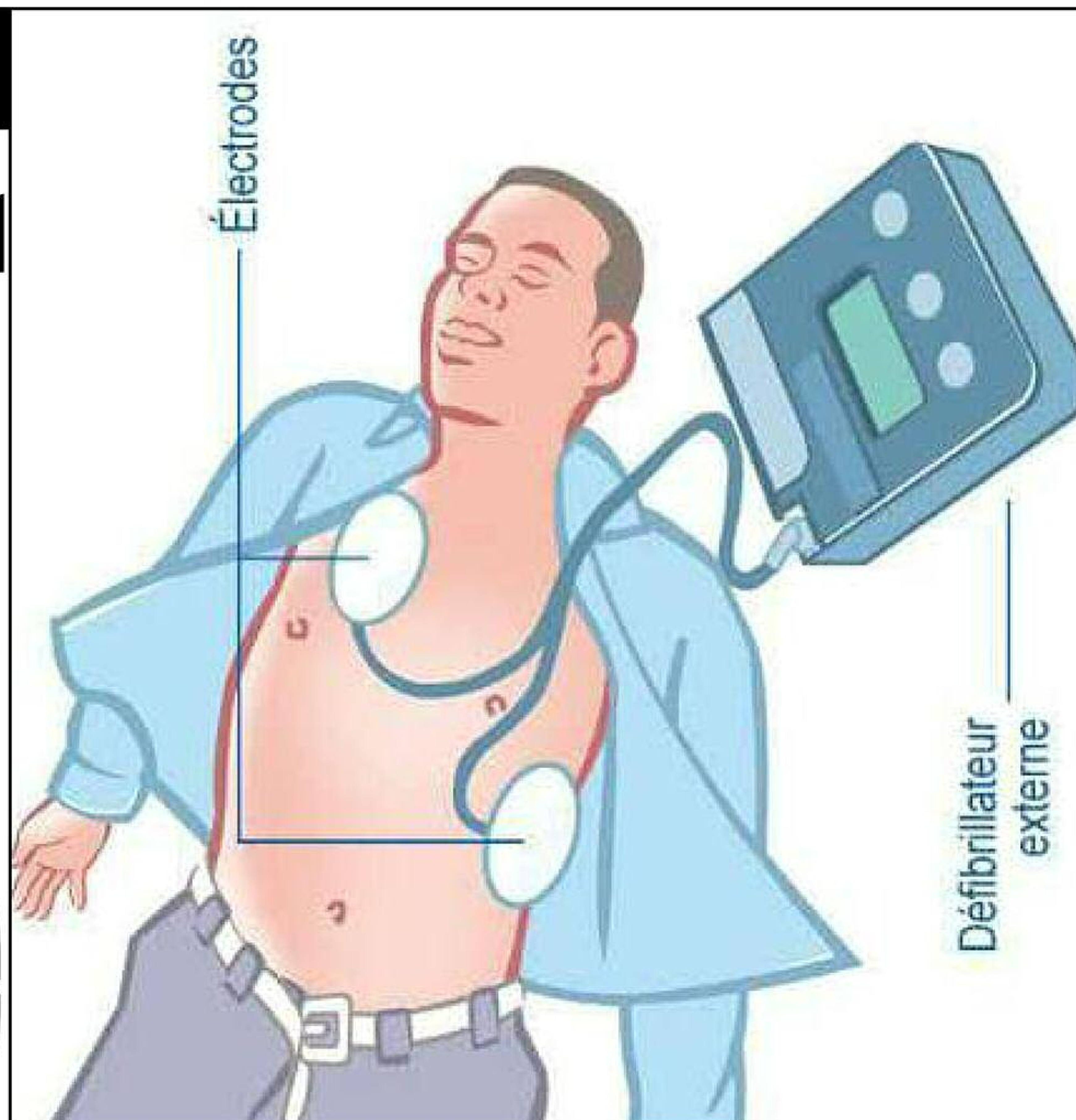
# La Voix

## du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

ARRÊT CARDIAQUE DANS DES LIEUX PUBLICS

# Le défibrillateur doit être obligatoire



Dans la pratique d'une activité sportive, lors d'un événement, spectacle ou festival, en intérieur comme à l'extérieur, personne n'est à l'abri d'un arrêt cardiaque dû à l'effort, l'alcool ou l'effet de foule. Les organisations des patients interpellent le Ministre de la santé publique à agir rapidement pour la mise en place d'une réglementation spécifique qui instaurerait la présence obligatoire de Défibrillateur automatisé externe (DAE) dans plusieurs établissements recevant du public (ERP).

P 3

LETTRE DU MINAT AU MINSANTE

## Faute professionnelle selon Maître Sikati



Pour cet avocat, il n'existe aucune solidarité gouvernementale alors que la société est gangrenée par la consommation des drogues. Page 5

CHRISTINE BABANDA

## "Il est urgent de dépenaliser l'homosexualité"

Dans une tribune, la journaliste souhaite que les mentalités évoluent au Cameroun comme c'est le cas déjà dans plusieurs pays africains. Page 4

VILLE DE DOUALA

Pages 6&amp;7

# Inauguration du Centre de transfert des déchets

Plus qu'une eau,  
un patrimoine.

SOURCE  
DU PAYS



Petit Pays  
Rakha Rakha  
Légende de la musique  
camerounaise



L' Eau Minérale Naturelle du Cameroun

**SOURCE DU PAYS**  
EAU MINÉRALE NATURELLE ET BOISSON RAFRAÎCHISSANTE

Douala le 21 Décembre 2023

Objet: Note information

La célébration du quarantenaire se poursuit à La société SOURCE DU PAYS qui a le plaisir de porter à la connaissance de son aimable clientèle, de ses très chers consommateurs et de l'opinion publique, qu'à leur tour les formats 0.33 l et 1 litre de l'eau minérale naturelle SUPERMONT changent d'emballage à l'instar du format 0,5l.



Les nouvelles bouteilles seront progressivement présentes sur le marché national et international.

L'eau minérale naturelle SUPERMONT réserve de multiples surprises aux consommateurs courant 2024



SOURCE DU PAYS S.A.  
EAU MINÉRALE NATURELLE  
Boissons Gazeuses non Alcoolisées  
B.P. 914 DOUALA  
CAMEROUN

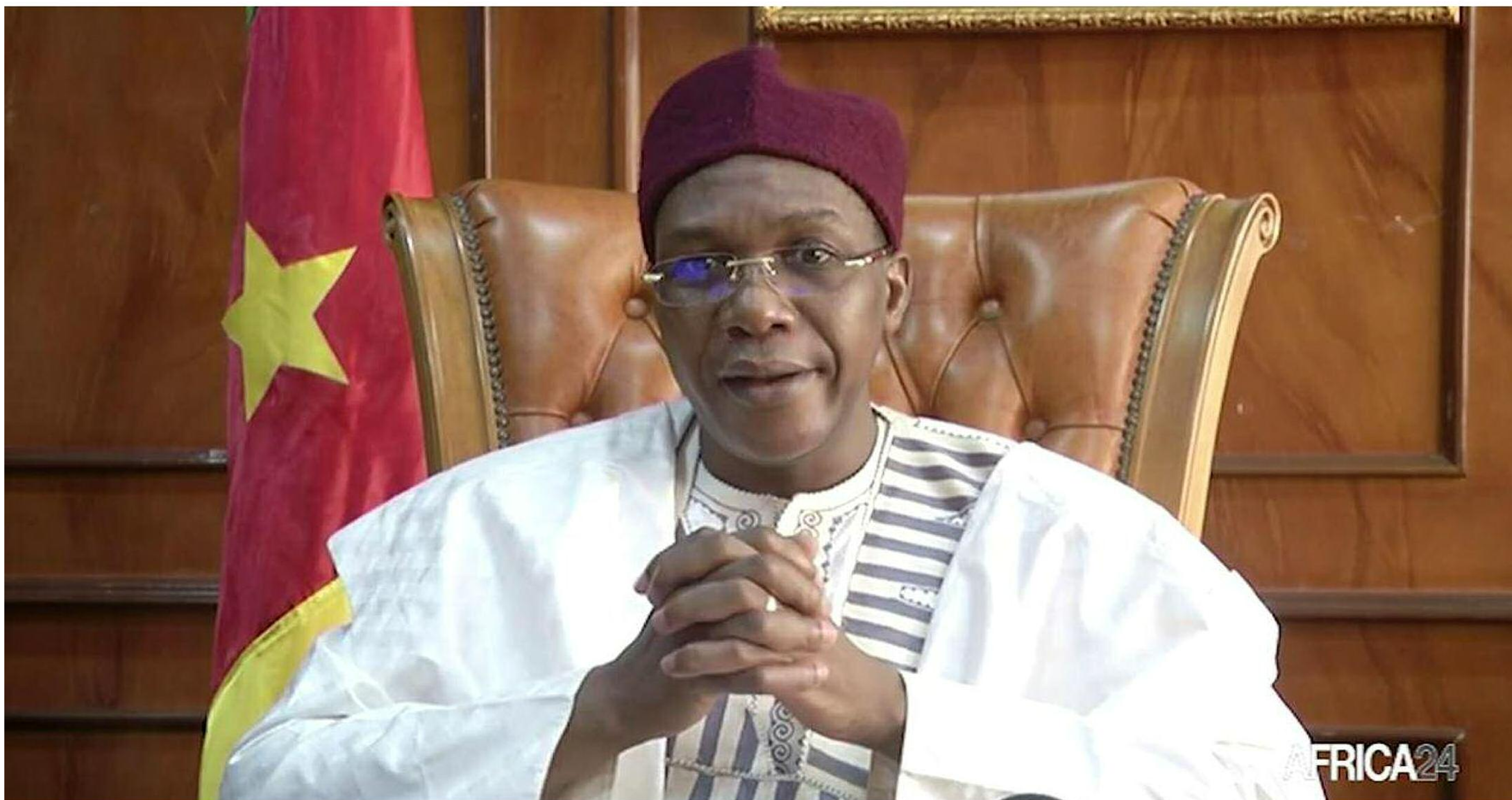
Le Directeur General  
Mohamed SAHEL



BP 914, Cameroun - Tél: +237 656 99 51 45 - 678 40 40 40  
RC N°00061. CONTRIBUTABLE N°M078200004171M. STATISTIQUES : 25113101F. www.sourcedupays.com

LETTRE OUVERTE DE LA FOCACO AU MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

# Pour une réglementation qui sauve des vies avec les défibrillateurs externes automatisés (DEA) !



**Chaque année au Cameroun, les cardiologues et plusieurs experts attirent l'attention sur l'importance de la santé cardiovasculaire et sur ce qui doit être fait pour réduire les risques de maladie cardiovasculaire.**

**C**haque année à la fin février, la semaine du cœur se termine, puis on passe à autre chose. Pourtant, on doit rappeler qu'une personne subit un arrêt cardiorespiratoire (ACR) chaque 30 minutes, soit près de 17 000 décès estimés chaque année dans notre pays. 85% de ces ACR surviennent à l'extérieur des centres hospitaliers, soit à la maison ou dans des endroits publics. On doit aussi savoir que les chances de survie diminuent de 7 à 10% par minute après un ACR. L'intervention citoyenne à l'aide d'un défibrillateur externe automatisé (DEA) et des manœuvres de réanimation

pratiquées dans les premières minutes suivant un arrêt cardiorespiratoire, et avant l'arrivée des services pré-hospitalier d'urgence, représentent les déterminants les plus importants pour la survie.

Cela dit, un DEA est utilisé avant l'arrivée des services d'urgence dans seulement 0,5% des ACR au Cameroun. Après 12 minutes sans l'utilisation d'un défibrillateur, les chances de survie tombent à moins de 5%. Comme vous le savez, un DEA est très simple d'utilisation, qu'on n'a pas besoin d'être un professionnel de la santé pour s'en servir, qu'il est conçu pour que n'importe qui puisse intervenir rapidement pour aider une victime d'ACR, avec ou sans formation préalable.

Monsieur le Ministre, cela dit, nous vous exhortons à agir efficacement afin de réduire le « facteur chance » de survie des Camerounais et des Camerounaises en prônant un accès universel à la défibrillation, dont la mise en place d'une réglementation spécifique qui assurerait la

présence obligatoire de DEA dans plusieurs établissements recevant du public (ERP)

Afin de lutter contre la mort subite par arrêt cardiaque, la majeure partie des ERP doivent être soumis à l'obligation de s'équiper en Défibrillateur Externe Automatisé (DEA). Cet appareil médical permet de stimuler le cœur de la victime en administrant un choc électrique. Le DEA indique également à l'utilisateur les gestes de premiers secours à réaliser.

Il y a 20 ans, le 26 juin 2003, le footballeur Marc-Vivien Foé décédait sur le terrain, foudroyé par une crise cardiaque. Après la mort du Camerounais et d'autres drames, des changements radicaux ont été opérés en termes de prévention et de prise en charge des accidents cardiaques dans le football. Dès 2006, en France, la Ligue de football professionnel (LFP) a obligé chaque club à se doter d'un défibrillateur.

Monsieur le Monsieur, il est plus qu'urgent de prendre une décision pour déterminer

les types et catégories d'établissement recevant du public tenus de s'équiper d'un défibrillateur automatisé

Cette exigence doit concerner prioritairement tous les ERP recevant plus de 300 personnes, ainsi que les structures d'accueil pour personnes handicapées de plus de 20 résidents, certains établissements de soins, toutes les gares, les hôtels-restaurants d'altitude d'une capacité supérieure à 20 personnes, tous les immeubles R+4 non équipés d'ascenseur, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

Dans l'attente de votre réaction, veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Fait à Douala,  
le 26 septembre 2024  
(é) Alphonse AYISSI

ABENA  
Président exécutif  
FOCACO et membre de  
l'Alliance internationale  
des organisations des  
patients.

# A quand la dépénalisation de l'homosexualité au Cameroun ?

Au Cameroun, les personnes de la communauté LGBTQI vivent une vie empêchée. Les tensions sur ces questions taboues sont de plus en plus fortes. Les organisations des droits humains enregistrent une hausse des discriminations.

Par Christine BABANDA

Le Cameroun poursuit des personnes en justice pour relations consenties entre personnes du même sexe avec plus d'ardeur que presque tout autre pays dans le monde, ont déclaré quatre organisations de défense des droits humains dans un rapport publié aujourd'hui. Ces organisations – Alternatives-Cameroun, l'Association pour la défense des Homosexuel-le-s (ADEFHO), l'association Cameroon Foundation for AIDS (CAM-FAIDS) et Human Rights Watch – ont constaté que depuis 2020, 28 personnes au moins ont fait l'objet de poursuites judiciaires pour relations homosexuelles au Cameroun. La plupart des affaires ont été marquées par de graves violations des droits humains, notamment des actes de torture, des aveux extorqués, le refus d'un accès à une assistance juridique, et un traitement discriminatoire de la part des agents des forces de l'ordre et des autorités judiciaires. Comme ce fut le cas pour la personnalité médiatique transgenre Shakiro, aujourd'hui exilée loin du Cameroun.

## Au Cameroun, où l'homosexualité est réprimée, la fille du président a fait son coming out !

Le Cameroun reste un pays où l'homosexualité est sévèrement réprimée. Le Code pénal en son article 347 bis prévoit une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 200 000 francs CFA d'amende pour les rapports sexuels entre personnes de même sexe.

Cependant, Brenda Biya, fille du président de la République Paul Biya, a créé une onde de choc en révélant publiquement



sa relation amoureuse avec une autre femme. Dimanche 30 juin, la jeune femme, âgée de 26 ans, a publié une photo sur son compte Instagram la montrant en train d'embrasser sa compagne, la mannequine brésilienne Layyons Valença. La publication est accompagnée de cette légende : "PS : je suis folle de toi et je veux que tout le monde le sache "

Le coming out de Brenda Biya a suscité un débat national et international. En dépit des risques personnels et sociaux, son acte représente une prise de position forte contre la répression des droits des homosexuels au Cameroun. Reste à voir si cette révélation influencera les politiques et les perceptions sociétales à long terme.

Il est temps de que les mentalités évoluent au Cameroun comme c'est le cas déjà dans plusieurs pays africains

Si les pratiques homosexuelles restent fortement condamnées, tant sur le plan juridique que sociétal, en Afrique, certains pays ont assoupli leurs législations, ouvrant la voie à la dépénalisation et à la légalisation de l'homosexualité.

## Dépénalisations en vogue au XXIe siècle

Dernier pays à avoir dépénalisé l'homosexualité : le Botswana. En novembre 2021, à la suite d'une procédure en appel, ce pays d'Afrique australe

a maintenu sa décision sur la décriminalisation. Celle-ci permet que les lois punissant les relations entre personnes de même sexe soient amendées, les qualifiant de « reliques de l'ère (britannique) victorienne » qui « oppressent une minorité ».

Avant lui, le Gabon (2020) et l'Angola (2019) ont assoupli leur législation vis-à-vis des droits des personnes LGBT. L'ancienne colonie portugaise a retiré de son Code pénal en janvier 2019 la clause « des vices contre-nature », héritage de la période coloniale. Selon l'organisation Human Rights Watch, le gouvernement angolais avait « également interdit toute discrimination basée sur l'orientation sexuelle »

En juin 2015, le Mozambique – autre colonie portugaise – a cessé de faire de l'homosexualité un crime. Avant cette nouvelle législation, le Code pénal adopté en 1886 prévoyait des « mesures de sécurité » envers ceux qui s'engagent « habituellement dans des actes contre nature ». Ces mesures n'avaient toutefois jamais été appliquées après l'indépendance du pays en 1975.

Cinq autres pays ont légalisé l'homosexualité via la dépénalisation de celle-ci à la fin du XXe – début du XXIe siècle. Parmi eux : le Guinée-Bissau (1993), le Cap-Vert (2004), Lesotho et São Tomé-et-Principe (2012), l'archipel des Seychelles (2016).

## Entre dépénalisation histo-

## rique et rejet de l'homosexualité

Dans d'autres pays, majoritairement en Afrique centrale, l'homosexualité n'a simplement jamais fait l'objet de mesures pénales. C'est le cas du Burkina Faso qui n'a jamais pénalisé l'homosexualité depuis son accession à l'indépendance en 1960. L'hostilité envers les personnes gays et lesbiennes y reste toutefois importante. En août dernier, le Conseil supérieur de la communication (CSC) burkinabé a également adopté une décision interdisant la diffusion des chaînes de télévision faisant « la promotion de l'homosexualité ».

De même, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo (RDC) ou encore le Rwanda n'ont jamais adopté de politique ou de loi visant à criminaliser les communautés gays et lesbiennes de leurs pays. Cette absence de juridiction n'empêche pas la réalité d'un climat répressif envers les personnes appartenant à la communauté LGBT. Aucun des pays cités n'a adopté de loi visant à protéger les gays ou les lesbiennes d'actes hostiles et la reconnaissance légale des unions ne semble pas y être en discussion.

Seule l'Afrique du Sud, pionnière en la matière, a adopté une loi reconnaissant légalement les couples homosexuels et permettant l'adoption, en 2006.

# ATANGA NJI s'en mêle les pinceaux

La correspondance ci-dessous n'a jusqu'ici fait l'objet d'aucun démenti.

**P**araît-il, dans la cadre de la lutte contre la prolifération des drogues dans notre société, ainsi que leur consommation extrêmement nocive à la santé publique, le Ministère de la Santé Publique du Cameroun aurait initié des actions de terrain tendant à lutter contre ce fléau.

D'ailleurs, une vidéo très virale sur les réseaux sociaux montre à cet effet, une rixe entre forces de police et des civils dans un une discothèque proposant la Chicha, substance psychotrope interdite au Cameroun.

A la suite de cette vidéo, je découvre comme nombre d'entre vous, cette correspondance du Ministre de l'Administration Territoriale Paul ATANGA NJI, remontant les bretelles à son collègue de la Santé Publique Manaouda MALACHIE.

Ladite correspondance appelle un certain nombre d'observations de notre part.

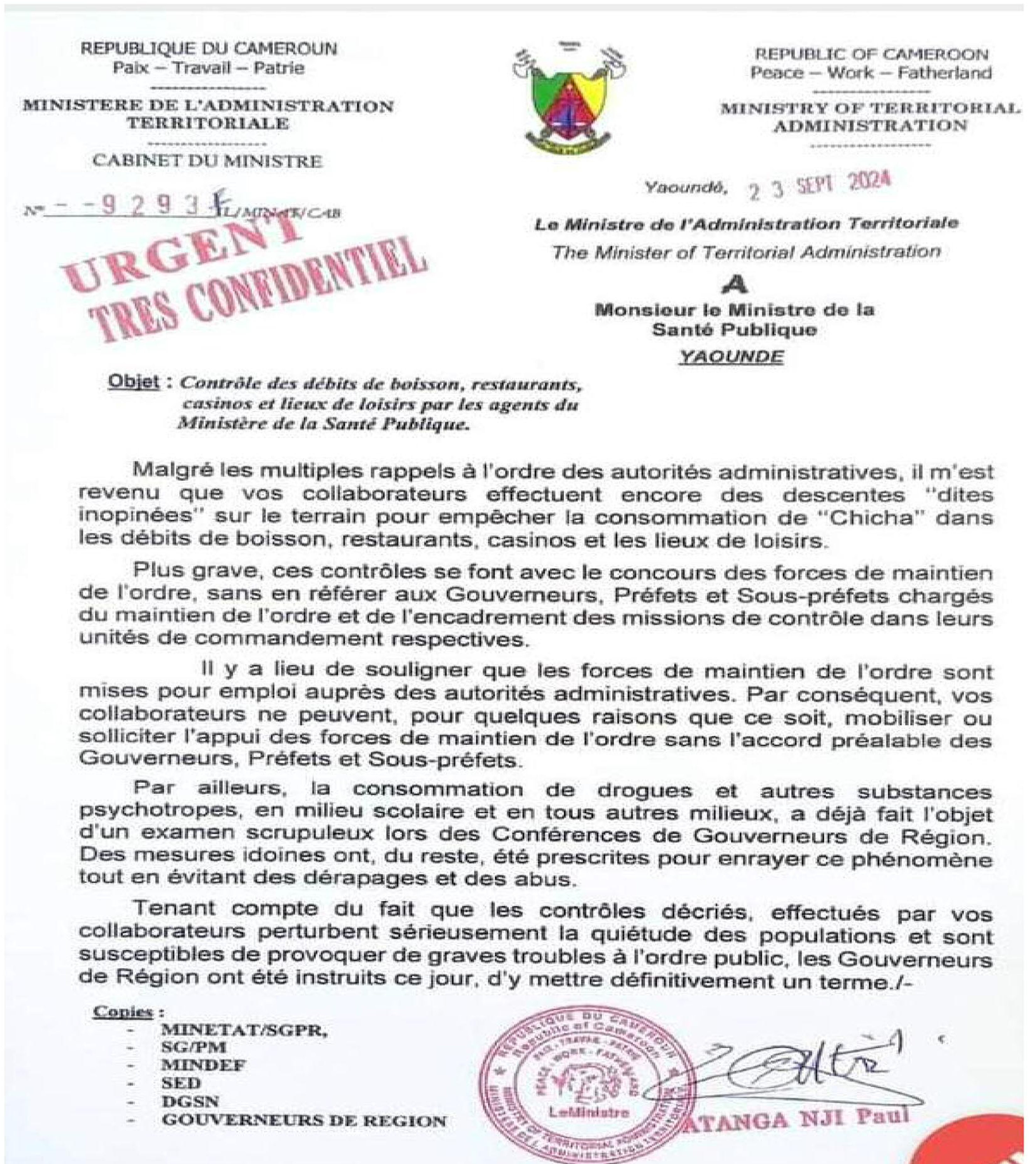
Premièrement, sur le plan du Droit Administratif, tous les Ministères et Ministres sont égaux les uns des autres, sous réserve des règles protocolaires que confèrent les statuts de Ministre d'Etat, Ministre, Ministre Délégué et Secrétaire d'Etat.

Les Ministres de l'Administration Territoriale et de la Santé Publique étant tous deux Ministres ont donc le même rang protocolaire ce d'autant plus que même sur le plan fonctionnel, aucun n'est au-dessus de l'autre.

Il s'ensuit qu'aucun Ministre n'a légalement le droit de donner des injonctions ou des leçons à un autre Ministre à plus fortes raisons, un Ministre ne relevant pas du même département ministériel.

C'est donc une faute professionnelle pour le Ministre ATANGA NJI, que de remonter les bretelles à son collègue de la Santé Publique, au lieu de s'en référer au Premier Ministre pour arbitrage, question d'éviter de nous servir cette cacophonie gouvernementale nauséuse.

Deuxièmement, en subordonnant la présence des forces de



maintien de l'ordre aux côtés des agents du Ministère de la Santé Publique, à l'aval préalable des Gouverneurs et Préfets, le Ministre de l'Administration Territoriale semble ignoré que les agents assermentés du Ministère de la Santé Publique ont sur le plan légal, rang d'officiers de Police Judiciaire et auxiliaires des Procureurs de la République.

Dès lors, dans le cadre de leurs actions d'officiers de police judiciaire, tendant à constater la violation de la réglementation sur la santé publique au Cameroun, ces agents assermentés du MIN-SANTE ont le droit de requérir l'accompagnement de la Police ou la Gendarmerie auprès des Procureurs de la République et non pas auprès des Gouverneurs et Préfets.

En effet, le MINAT semble cir-

conscrire les actions des forces de maintien de l'ordre, aux missions de Police Administrative, alors que celles-ci bénéficient aussi des compétences d'officiers de police judiciaire, lesquelles échappent au MINAT et ses subalternes que sont les Gouverneurs et Préfets, tant en ce qui concerne leur exercice, que dans le cadre de la collaboration avec d'autres administrations comme la Justice.

Quatrièmement, la correspondance du MINAT ne trouve pas sa place dans notre société, gangrenée par le trafic et la consommation alarmante de drogue, surtout que les mesures qui auraient été prises par la Conférence des Gouverneurs comme le dit le MINAT ne donnent aucun résultat.

D'ailleurs, l'assassinat d'un homme à Douala il y a quelques

jours par les Microbes le confirme.

Enfin, le MINAT démontre par sa correspondance qu'il n'existe aucune solidarité gouvernementale entre les membres du Gouvernement de Monsieur BIYA, de même qu'il confirme ce que nous avons toujours pensé à savoir que le Premier Ministre dans le système Camerounais n'a aucun pouvoir véritable.

En effet, sous d'autres cieux où le Premier Ministre est vraiment le chef du Gouvernement, celui-ci aurait déjà désavoué publiquement Paul ATANGA NJI ou à défaut, lui aurait servi une cinglante demande d'explication pour faute lourde.

Vraiment que 2025 arrive le plus vite ou même avant pour remettre le Cameroun sur les rails.

Maître Sikati

INAUGURATION DU PREMIER CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS SANS REPRISE A DOUALA

# Une Révolution portée par la CUD et Hysacam

Le 25 Septembre 2024, Douala a franchi une étape cruciale dans la gestion des déchets avec l'inauguration du premier centre de transfert sans reprise d'Afrique centrale, situé à Youpwé. Cet événement a été présidé par les Ministres Célestine Ketcha Courtès (Habitat et Développement urbain) et Georges Elanga Obam (Décentralisation et Développement local), à leurs côtés le Gouverneur de la Région du Littoral Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, le Préfet du Département du Wouri Sylyac-Marie Mvogo, les Maires des villes, de Douala Roger Mbassa Ndine, de Yaoundé, Edea et Nkongsamba, les hommes politiques et les gardiens de la tradition.

**D**ouala, comme beaucoup de villes en Afrique, fait face à des défis colossaux liés à la gestion des déchets, exacerbés par une croissance démographique rapide. Selon les statistiques, la ville produit en moyenne 25 000 tonnes supplémentaires de déchets chaque année. Avec la décharge de Nyalla arrivant à saturation, le nouveau centre de transfert de Youpwé est une réponse urgente et innovante à cette crise.

L'inauguration de ce Premier Centre de Transfert des Déchets sans Reprise à Douala marque un tournant dans les efforts de modernisation de la collecte et du traitement des ordures ménagères dans la capitale économique camerounaise.

Cette infrastructure, bâtie sur une superficie de 5 000 m<sup>2</sup>, a une capacité de gestion impressionnante de 1 000





tonnes de déchets par jour. Elle comprend un pont bascule, un local technique, une plateforme de transport sans reprise, une aire de maintenance et un bassin de rétention du lixiviat. D'un coût global d'un milliard de francs CFA, le centre s'inscrit dans une dynamique de modernisation nécessaire pour une ville comme Douala, qui produit chaque jour entre 1 800 et 2 000 tonnes de déchets. L'entreprise exécutive responsable est Hysacam, et la mission de contrôle des déchets pour la région du Littoral est assurée par le Bureau de contrôle des déchets, supervisé par CreaConsult.

Le Dr Roger Mbassa Ndine, Maire de la Ville de Douala, a salué cette réalisation comme un jalon clé dans la transformation écologique de la ville. « Ce centre de transfert des déchets sans reprise est une première en Afrique centrale. C'est une avancée majeure dans notre ambition de rendre Douala plus propre, plus attractive et plus respectueuse de l'environnement », a-t-il déclaré.

Cette nouvelle infrastructure va améliorer la collecte des déchets dans les arrondissements de Douala 1er, 2e, 3e et 4e, où les camions spécialisés pourront désormais déposer les ordures dans un

espace moderne et dédié, fonctionnant 24 heures sur 24.

En outre, ce site fait également office de déchetterie, offrant aux résidents un lieu pour déposer leurs déchets encombrants, tels que les meubles usagés ou les branchements.

Le Ministre son Excellence Georges Elanga Obam a souligné l'importance technique et financière de cette infrastructure pour le Cameroun : « Ce centre est une plus-value qui permettra d'améliorer les fréquences de collecte dans nos quartiers, offrant ainsi à Douala une meilleure gestion des déchets, au service d'une ville plus propre. ».

L'entreprise Hysacam, leader de la gestion des déchets au Cameroun, a joué un rôle crucial dans la réalisation de ce projet.

Dr Jean-Pierre Ymele, Directeur Général de la société, a réaffirmé l'engagement d'Hysacam à soutenir le gouvernement dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD), en particulier pour des villes plus écologiques et durables.

Des associations et Organisations de Recyclage et de protection de l'Environnement comme Clean Cameroun, représentée par son Président, Mandeki Mboumbang Il

Marcus, se sont également montrés enthousiastes face à cette initiative: « Une initiative comme celle-ci est à saluer, car elle apporte des solutions à plusieurs défis rencontrés par les pouvoirs publics, les populations et les acteurs du recyclage et de la protection de l'environnement. Elle permettra de résoudre le problème de collecte, qui est souvent compliqué. Il est essentiel pour les ménages d'adopter le tri sélectif. Après la collecte, le transport pose également des défis, notamment à Douala, où il existe un déficit de centres de tri. Les déchets sont transportés sur de longues distances, ce qui augmente les coûts de transfert. La création de ce centre répond à ces inefficacités en proposant une solution concrète pour les organisations, les pouvoirs publics et les acteurs du secteur. Les déchets n'auront plus à être déplacés d'un point à un autre, mais pourront être triés, recyclés et traités de manière efficace et locale. »

Malgré l'enthousiasme général, des défis subsistent quant aux ressources allouées à l'hygiène et la salubrité. Comparée à des villes comme Kigali, où environ 10 milliards de francs CFA sont consacrés chaque année à la gestion des

déchets pour une population de 600 000 habitants, Douala et Yaoundé, avec près de 5 millions d'habitants chacune, disposent d'un budget bien inférieur, limitant ainsi l'efficacité des services de propreté.

Cependant, l'inauguration du centre de transfert de Youpwé constitue un grand pas en avant, symbolisant la volonté de Douala de relever ces défis et de se diriger vers une gestion plus moderne et durable des déchets.

Source : Upactu.com



**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
Alphonse AYISSI ABENA

**ASSISTANTS**  
Ferdinand NDEM  
Henry MOUYEBE

**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Hugues EDIMO  
Raphaël NGO'O  
Valentin ABENA

**PRODUCTION**  
Fondation Camerounaise des Consommateurs

**COMMERCIAUX**  
Anne Gabrielle IMBIKO  
Chrystelle EPOUPE

**CONCEPTION GRAPHIQUE**  
Turbo Claude

Impression  
JVGRAF

**Distribution**  
Ets 3A

**CONTACTS**  
699 52 87 06  
694 18 75 03

## 13 JOURS SANS ÉLECTRICITÉ À DSCHANG

## La morgue de l'hôpital au bord du chaos

La crise d'électricité à Dschang affecte durement la conservation des corps à la morgue de l'hôpital régional annexe de Dschang. Depuis près de deux semaines, la ville de Dschang, dans la région de l'Ouest du Cameroun, est frappée par une coupure d'électricité qui semble interminable. Alors que les coupures étaient auparavant ponctuelles, cette situation anormale de 13 jours sans courant perturbe gravement la vie des habitants. Parmi les structures les plus touchées, la morgue de l'hôpital régional annexe de Dschang se retrouve dans une situation critique.

L'absence prolongée d'électricité compromet la conservation des corps, provoquant leur dégradation rapide. Si les responsables de la morgue refusent de s'exprimer officiellement sur le sujet, d'autres sources fiables confirment la gravité de la situation, et les odeurs qui se dégagent de la morgue alertent de plus en plus les riverains.

#### Une coupure d'électricité aux conséquences multiples

Cette coupure, qui affecte l'ensemble de la ville de Dschang, impacte plusieurs secteurs cruciaux : le commerce, l'éducation, la santé, et bien entendu, les services publics essentiels. Toutefois, la situation devient particulièrement alarmante à l'hôpital régional annexe de Dschang, où l'un des défis les plus immédiats est la conservation des corps à la morgue.

Les morgues dépendent entièrement de l'électricité pour maintenir les chambres froides fonctionnelles. Or, ces équipements de congélation sont essentiels pour ralentir la décomposition des corps. Sans électricité pendant 13 jours, les chambres froides de la morgue de Dschang sont totalement hors service, et la conservation des dépouilles est désormais impossible. Ce qui provoque une détérioration rapide des corps, avec des odeurs insupportables qui, selon plusieurs témoins, se propagent aux alentours de l'hôpital.

#### Le silence des responsables, des signes inquiétants

Alors que nous avons tenté d'obtenir des informations officielles sur cette situation critique, les responsables de la morgue de l'hôpital de Dschang ont refusé de s'exprimer



publiquement. Ce silence officiel ne fait que renforcer les inquiétudes autour de l'état des corps à la morgue. Pourtant, il est évident que la situation est critique. Les odeurs nauséabondes qui émanent de l'établissement sont devenues si fortes que plusieurs habitants vivant à proximité de l'hôpital ont tiré la sonnette d'alarme. Certains témoignages font état de mauvaises conditions sanitaires autour de la morgue, et plusieurs sources internes, bien que sous anonymat, confirment que les installations sont désormais inopérantes.

D'après ces sources, le manque d'électricité compromet gravement le fonctionnement des chambres froides, entraînant la décomposition avancée de nombreux corps qui y sont entreposés. Cette situation est d'autant plus tragique que les familles des défunts, qui attendent de récupérer les dépouilles pour organiser les funérailles, se retrouvent confrontées à un dilemme : partir avec des corps dans un état critique ou attendre une hypothétique rétablissement de l'électricité, risquant ainsi une détérioration encore plus importante.

Les limites des groupes électrogènes

Pour tenter de pallier cette situation, l'hôpital a tenté de mettre en marche des groupes électrogènes pour alimenter la morgue. Cependant, ces appareils ont montré leurs limites. Les générateurs, conçus pour des interruptions de courte durée, ne sont pas adaptés à une crise de cette ampleur. Ils nécessitent une quantité importante de carburant, un coût que l'hôpital ne peut se permettre de supporter sur une longue période.

Face à ces difficultés, les groupes électrogènes ne peuvent pas assurer un fonctionnement continu des chambres froides, laissant les corps exposés à des températures inadéquates pendant de longues heures, voire des jours entiers. Le manque de carburant et l'usure des générateurs rendent la réfrigération irrégulière, voire totalement inefficace. Cela a conduit à la dégradation rapi-

de des corps, créant une situation insoutenable pour les familles et le personnel hospitalier.

#### L'impact sur les familles et le personnel de la morgue

Cette situation désastreuse à la morgue affecte en premier lieu les familles des défunts, qui sont directement impactées par la dégradation des corps de leurs proches. Dans de nombreuses cultures camerounaises, les funérailles sont un moment de recueillement et de respect, où le corps du défunt doit être présenté dans des conditions dignes. Or, la décomposition avancée de certains corps rend difficile, voire impossible, leur présentation lors des obsèques.

Pour certaines familles, la seule solution reste de transporter les corps vers des morgues mieux équipées dans d'autres villes comme Bafoussam, Melong ou Nkongsamba. Cependant, ces options sont coûteuses et représentent un fardeau financier important pour des familles déjà éprouvées par la perte d'un être cher. Le coût du transport, ainsi que les frais de conservation dans d'autres établissements, alourdissent les charges des familles et rendent l'organisation des funérailles plus complexe.

Par ailleurs, le personnel de la morgue se retrouve dans une situation inconfortable, devant faire face à une crise qu'il ne peut contrôler. La décomposition des corps pose également un risque sanitaire pour ceux qui travaillent à proximité de la morgue, augmentant la tension et l'inquiétude. Ces derniers craignent une dégradation des conditions de travail et une possible contamination si la situation n'est pas rapidement résolue.

#### L'alerte des riverains et des sources locales

Malgré le silence des responsables de la morgue, les riverains et d'autres sources fiables confirment l'ampleur de la situation. Les odeurs qui se dégagent de la morgue sont devenues si envahissantes qu'elles alertent non seulement les familles des défunts mais aussi les habitants

vivant à proximité. Ces derniers redoutent une dégradation encore plus avancée des conditions sanitaires si les corps ne sont pas traités dans des délais appropriés. Plusieurs témoins, sous couvert d'anonymat, nous ont confirmé que l'état des corps se détériore rapidement et que des mesures d'urgence doivent être prises pour éviter une crise sanitaire.

Ce silence officiel des responsables de la morgue ne fait qu'accroître les tensions et laisse les familles dans l'incertitude quant à l'avenir de leurs proches décédés. Les autorités locales, quant à elles, n'ont pas encore proposé de solution concrète pour résoudre cette crise énergétique prolongée, laissant les infrastructures de santé dans une impasse.

#### Un appel à une intervention d'urgence

Face à la gravité de la situation, il est urgent que des mesures soient prises pour rétablir l'électricité à Dschang, notamment dans les infrastructures critiques comme les hôpitaux. Les autorités locales et nationales doivent collaborer avec la compagnie en charge de la distribution de l'électricité (ENEO) pour résoudre cette coupure prolongée, qui met en péril la vie des habitants et le fonctionnement des services essentiels.

En attendant, des solutions temporaires doivent être envisagées, telles que la mise à disposition de groupes électrogènes supplémentaires ou la fourniture de carburant pour maintenir le fonctionnement des installations hospitalières. Les autorités sanitaires doivent envisager de transférer les corps non identifiés ou en décomposition avancée vers des morgues voisines afin d'éviter une crise sanitaire imminente.

La crise actuelle à Dschang met en lumière les lacunes du système de distribution électrique au Cameroun, et appelle à des réformes urgentes pour éviter que de telles situations ne se reproduisent. Les infrastructures de santé, en particulier, doivent être mieux équipées pour faire face à des coupures prolongées, et des solutions à long terme, telles que l'énergie solaire, doivent être envisagées pour garantir un fonctionnement continu des services vitaux.

En attendant une intervention, la population de Dschang, en particulier les familles endeuillées, continue de vivre dans l'incertitude et la souffrance, espérant un retour rapide à la normale.

Blaise ETONGTEK

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## Pourquoi il ne faut pas rouler avec un pneu périmé??!

Il est important de ne pas rouler avec des pneus périmés pour plusieurs raisons :

## 1. Dégradation du caoutchouc

- Avec le temps, le caoutchouc durcit et se fissure, même si les pneus ne sont pas utilisés.

- Cela réduit l'adhérence et augmente les risques d'éclatement.

## 2. Perte d'élasticité :

- Les pneus perdent leur souplesse, affectant leur capacité à absorber les chocs.

- Cela peut entraîner une conduite moins confortable et moins sûre.

3. Risque accru d'aquaplanage et diminution des performances.

4. Risque d'éclatement, surtout à grande vitesse.

5. Augmentation de la consommation de carburant.

6. Aspect légal : dans certains pays, c'est une infraction.

**Comment déterminer l'âge d'un pneu :**



Le code DOT sur le flanc du pneu permet de connaître sa date de fabrication. Voici comment le décrypter :

- Le code commence par "DOT" suivi de 10 à 12 caractères.

- Les 4 derniers chiffres sont cruciaux :

- Les deux premiers indiquent la semaine de fabrication (01 à 52)

- Les deux derniers indiquent l'année

Par exemple, "2618" signifie

que le pneu a été fabriqué la 26e semaine de 2018.

Pour les pneus plus anciens (avant 2000), seuls 3 chiffres étaient utilisés, le dernier représentant l'année dans les années 90.

En général, la plupart des pneus sont conçus pour durer entre quatre et six ans en termes de vieillesse, mais cela peut varier. Il est recommandé de remplacer les pneus tous les 5 à 10 ans, même s'ils semblent en bon état visuellement.

Il faut également tenir compte de l'usure du pneu, qui peut nécessiter un remplacement avant la "date de péremption" liée à l'âge. L'usure dépend du kilométrage, du style de conduite, de l'état des routes et de l'entretien du véhicule.

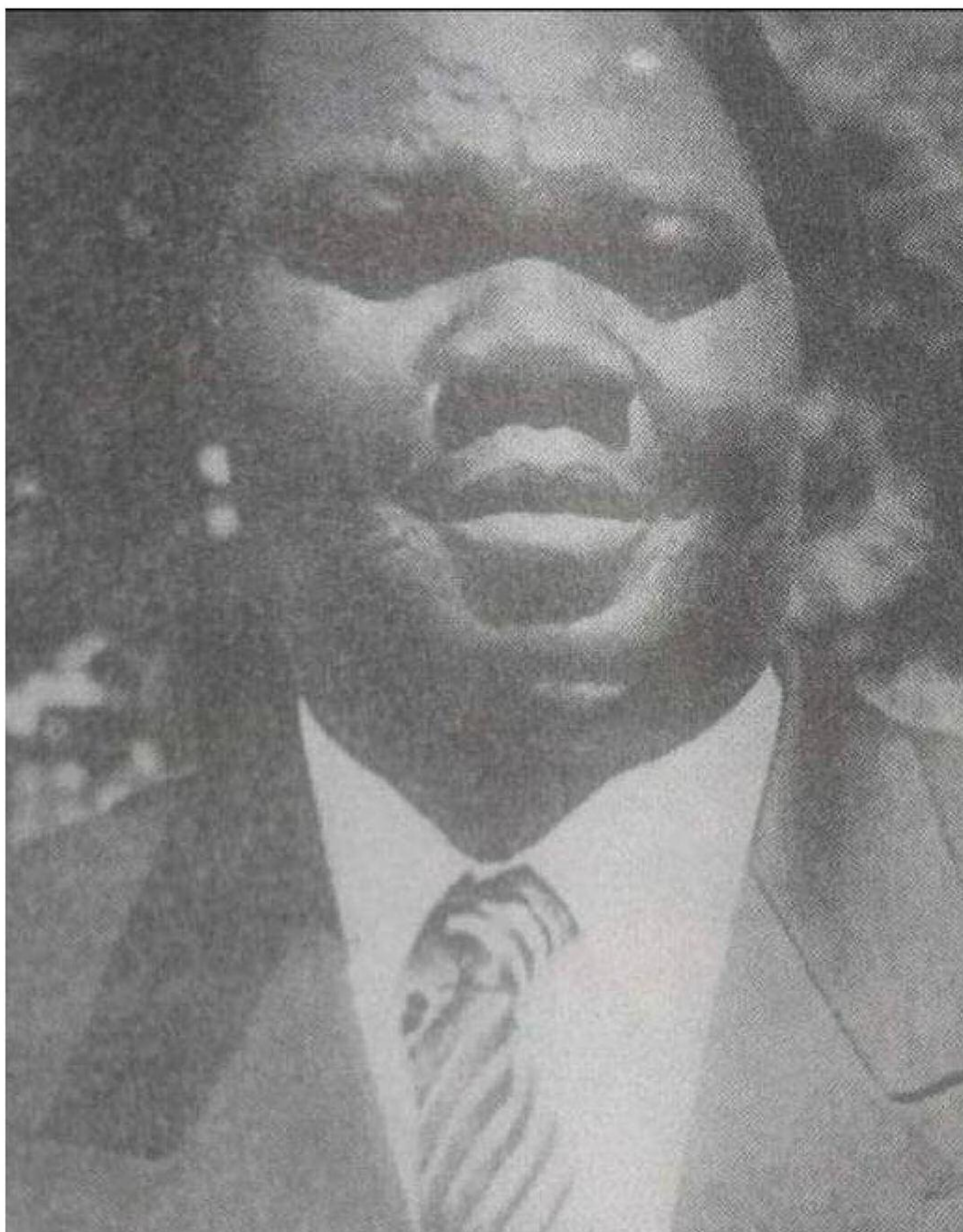
Pour une sécurité optimale, remplacez les pneus quand ils atteignent la limite d'usure légale (généralement 1,6 mm de profondeur de sculpture) ou leur limite d'âge, selon ce qui arrive en premier.

## NOKAM ANDRÉ

## L'homme au grand cœur

On aurait pu parler de ses prédécesseurs venus de l'Ouest et dont le rayonnement est incontestable dans la ville de Bertoua, à savoir Mbitom Abraham et Tagne Grégoire.

**N**OKAM brille par sa longévité aux affaires. Né vers 1943, il arrive à Bertoua peu après l'indépendance et travaille pour le compte de NZIKO comme comptable matières et gérant de la station totale qui jouxte le Montagnia Hôtel. Il ouvre d'abord un petit bar au quartier Ndouan "source du quartier". Plus tard, il achète un véhicule 504 et fait la ligne Bertoua Belabo, dans une forme de dédoublement fonctionnel. Le jour il travaille et la nuit il fait la ligne. NOKAM grimpe une marche, il se lance dans le transport en créant une agence de transport "003", entre Hiace et



Saviem sans destination préétablie. Il fait également une montée spectaculaire dans le commerce général, en ouvrant le comptoir 70 au marché central de Bertoua, puis les boutiques "prénatale", "new coco", "est sport", "quincaillerie papeterie du centre". Il n'est pas moins spectaculaire dans les travaux publics, muni d'une Trace et d'une pelle, il ouvre et reprofile les routes. En matière d'agence de transport, il voit désormais plus grand, il ouvre le "relais" se spécialise dans la vente de boissons en gros. Il devient le fournisseur des vins rouges et liqueurs, jusqu'en Centrafrique. Et dans la foulée, il ouvre des stations d'essence (Texaco Nkolbikon, Ndokayo) et un commerce général à Nguemedouka. Conseiller municipal, pendant 25 ans à la commune urbaine de Bertoua, il décède à Yaoundé, mais sa dépouille est ramenée sur Bertoua pour les obsèques, cette ville qui lui a tout donné, et dont il a toujours été reconnaissant.

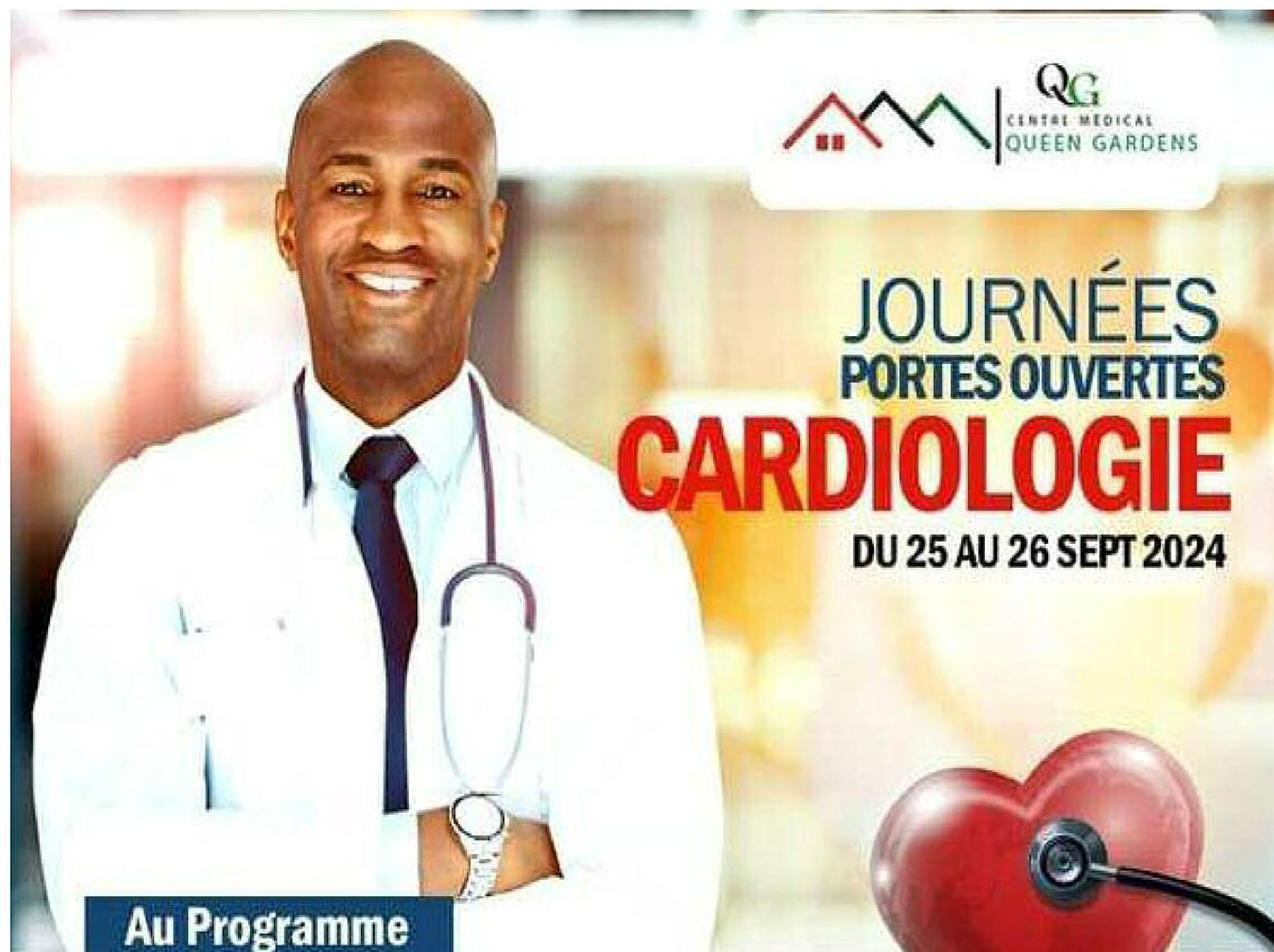
Par Joël Eyango

IMPORTANT

# Cette information peut sauver une vie...

Journées Portes Ouvertes CARDIOLOGIE (Hypertension artérielle, Diabète,...) du 25 au 29 Septembre 2024 au Centre Médical Queen Gardens situé à Bonamoussadi face IPPB Doulaa...

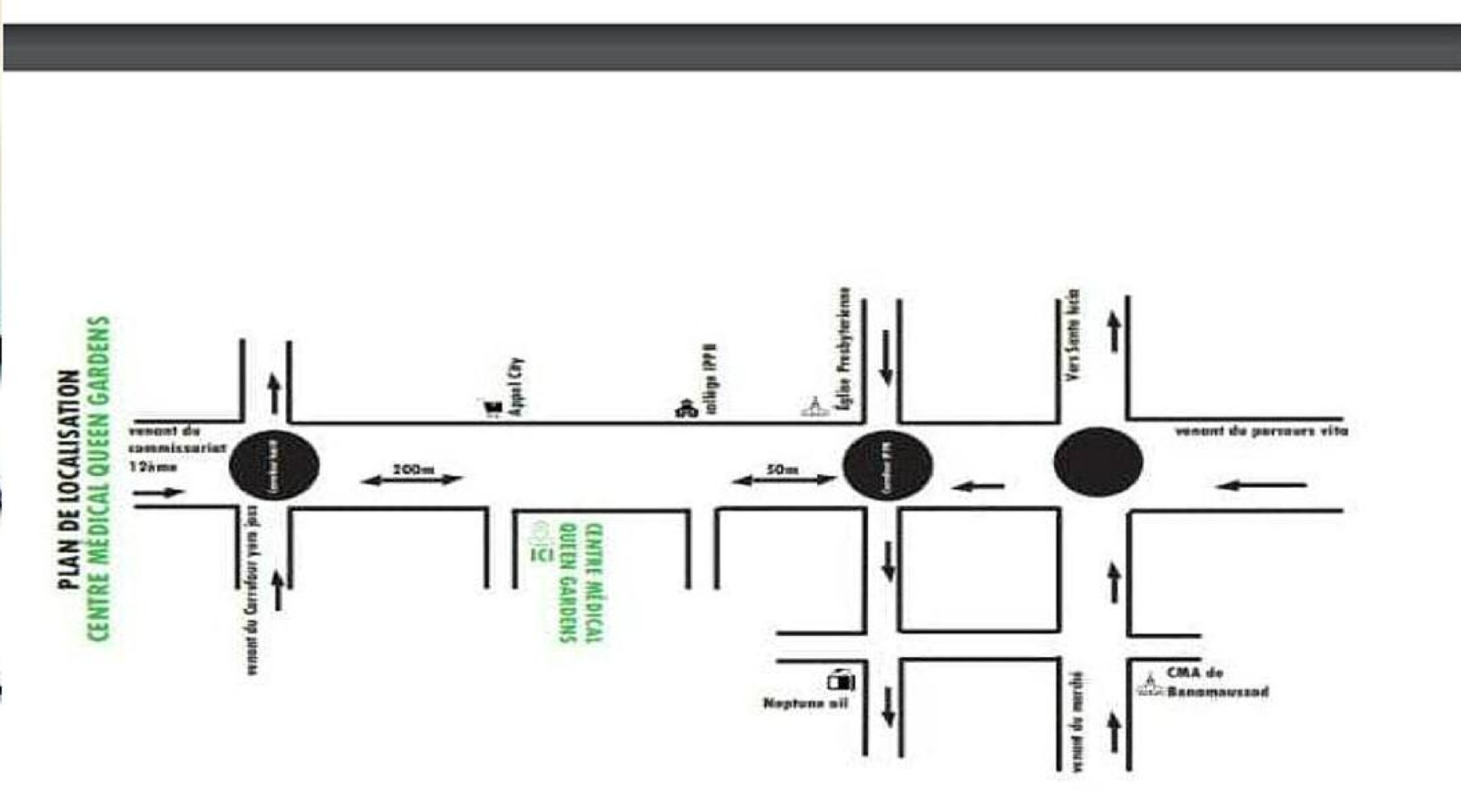
NB. Nous sommes désormais vulnérables à tout âge à des maladies Cardio-vasculaires. Contrôlons et protégeons notre Cœur....



**CENTRE MEDICAL QUEEN GARDEN**

■ <b>CARDIOLOGIE GÉNÉRALE</b>	■ <b>HEPATO-GASTRO-ENTÉROLOGIE</b>
■ <b>RYTHMOLOGIE INTERVENTIONNELLE</b> (Diagnostic et traitement des troubles du rythme)	■ <b>ENDOSCOPIE DIGESTIVE</b> (Fibrescopie / Coloscopie / Anoscopie)
■ <b>STIMULATION CARDIAQUE</b> (Implantation et contrôle des Pacemaker / DAI)	■ <b>PROCTOLOGIE</b>
■ <b>UNITÉ DE SOINS INTENSIFS CARDIOLOGIQUES</b>	■ <b>GYNÉCOLOGIE</b>
■ <b>ECHODOPPLER CARDIAQUE/ VASCULAIRE</b>	■ <b>PÉDIATRIE</b>
■ <b>ECG / HOLTER ECG / MAPA</b>	■ <b>MÉDECINE GÉNÉRALE</b>
■ <b>ÉPREUVE D'EFFORT / TILT TEST</b>	■ <b>STOMATOLOGIE / CHIRURGIE DENTAIRE</b>
	■ <b>LABORATOIRE D'ANALYSES MÉDICALES</b>

Situé à Bonamoussadi «bloc h7» face collège IPPB  
Tel: (+237) 675 490 774 / 658 992 898 - E-mail : cmqueengarden@gmail.com



- Au Programme**
- IEC (Information - Education - Communication)
  - Dépistage HTA et Diabète.
  - Consultations gratuites de cardiologie.
  - Réduction de **50%** sur les bilans cardio-vasculaires  
(ECG, Echocoeur, Echodoppler artériel / veineux des membres inférieurs et supérieurs, Echodoppler artériel des troncs supra- aortiques, MAPA, Holter ECG, Biologie, etc....)



**SCB Cameroun**  
Groupe Attijariwafa bank

**Croire en vous**



**SCB IMMO**

Pour ta maison, pas de stress,  
l'expert est la solution

- Durée de remboursement de 60 à 180 mois
- Différé jusqu'à 12 mois
- Salaire minimum: 200 000 FCFA

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank  
- Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 10,54 milliard FCFA  
- RCCM. N°89.S.152 - RC/YAO/2020/M/2015 - Direction Générale : 530, Rue du Roi George - B.P. 300 Douala (Cameroun)  
- Service des réclamations : 697.639.657; 650.807.916; 650.808.093 / Courriel: service.reclamations@scbcameroun.com

[www.scbcameroun.net](http://www.scbcameroun.net)



SCB Cameroun  
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

# UNE RÉCLAMATION ? NOUS SOMMES À VOTRE ÉCOUTE

Pour toutes vos réclamations, veuillez nous contacter du **Lundi au Vendredi**  
de **08h30 à 17h00** via les canaux suivants:



▪ **697 639 657** ▪ **650 807 916** ▪ **650 808 093**



**service.reclamations@scbcameroun.com**

SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 10,54 milliards FCFA - RCCM. N°89.S.152 - RC/YAO/2020/M/2015 - Direction Générale : 530, Rue du Roi George B.P. 300 Douala (Cameroun).

[www.scbcameroun.net](http://www.scbcameroun.net)



SCB Cameroun  
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

## CREDITS SCB

Finies les équations,  
l'expert est la solution

SCB SUKUL - SCB SÉRÉNITÉ - SCB IMMO



SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 10,54 milliards FCFA - RCCM. N°89.S.152 - RC/YAO/2011/M/92 - Direction Générale : 530, Rue du Roi George - B.P. 300 Douala (Cameroun)

[www.scbcameroun.net](http://www.scbcameroun.net)



# Supermont

— SINCE 1984 —



## ENCORE ET TOUJOURS AUSSI BELLE



ERCO/SONA



L'Eau Minérale Naturelle du Cameroun